



EVALUATION DE L'ETAT DE REALISATION DES RESULTATS DE DEVELOPPEMENT ET DES  
IMPACTS DU PORTEFEUILLE-PAYS DES PROJETS FINANCÉS PAR LA BOAD EN GUINEE BISSAU  
DE 2009 A 2023

Décembre 2024

## TABLE DES MATIERES

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS .....	ii
RESUME - CONCLUSION - RECOMMANDATIONS .....	iii
I. INTRODUCTION .....	1
II. CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTAL .....	2
2.1. Contexte économique .....	2
2.2. Contexte sectorielle (Analyse des secteurs clés de l'économie).....	3
2.3. Contexte social.....	4
2.4. Environnement .....	4
III. DESCRIPTION DE L'ÉVALUATION.....	5
3.1. Objectifs et questions d'évaluation .....	5
3.2. Méthodologie de l'évaluation.....	6
3.3. Préparation de l'évaluation.....	6
3.4. Mission de terrain.....	6
3.5. Limites méthodologiques .....	7
3.6. Présentation du portefeuille sous revue .....	8
IV. ETAT D'EXECUTION DES PROJETS DU PORTEFEUILLE.....	9
4.1. État de Mise en œuvre des projets.....	9
V. RESULTATS DE DEVELOPPMENT ET IMPACTS DES PROJETS .....	12
5.1. Indicateurs selon les Objectifs de Développement Durable (ODD) .....	12
5.2. Résultats de développement par secteur .....	15
VI. DURABILITE .....	19
VII. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS .....	20
7.1. Enseignements .....	20
7.2. Recommandations.....	22
VIII. CONCLUSION.....	24

## SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ANO	: Avis de non-objection
APD	: Avant-Projet Détaillé
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
CMR	: Chef de la Mission Résidente
FDE	: Fonds de Développement Energie
OMVG	: Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie
PAIPV	: Projet d'Appui à l'Intensification de la Production Vivrière
PASA	: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPRFJ	: Projet de Promotion de la Riziculture en Faveur des Jeunes
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
UGP	: Unité de Gestions de Projet
UO	: Unités Organisationnelles

## RESUME - CONCLUSION - RECOMMANDATIONS

L'évaluation a permis de dresser un bilan des résultats de développement et des impacts des projets financés par la BOAD en Guinée-Bissau sur la période 2009-2023. Durant cette période, la Banque a approuvé 26 prêts en faveur du pays, représentant un montant global de 242,1 milliards de FCFA. L'intégralité de ces financements a été allouée au secteur public, répartie entre le public non marchand (93,8 %) et le public marchand (6,2%). De ce portefeuille, la collecte de données a pu être réalisée sur un échantillon de seize (16) projets, soit 61,5% du portefeuille. Le taux moyen de décaissement est équivalent au taux moyen d'exécution physique, s'établissant à 69 %. Cependant, le pourcentage moyen de temps consommé a atteint 287 % des délais initiaux.

La Banque a contribué à l'atteinte de neuf (9) Objectifs de Développement Durable (ODD) sur les 17, à savoir : ODD 1 (réduction de la pauvreté), ODD 2 (élimination de la faim), ODD 5 (égalité entre les sexes), ODD 6 (eau propre et assainissement), ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), ODD 8 (travail décent et croissance économique), ODD 9 (industrie, innovation et infrastructures), ODD 13 (lutte contre le changement climatique), ODD 15 (restauration des écosystèmes terrestres) et ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

Dans le secteur agricole, 4 558,5 hectares d'aménagements hydro-agricoles ont été réalisés, majoritairement consacrés à la riziculture. Par ailleurs, la BOAD a introduit l'irrigation par l'énergie solaire dans le pays. Concernant l'accès à l'électricité, 1 677 km de lignes de transport ont été réalisés, permettant d'interconnecter le réseau électrique national avec ceux des pays membres de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG).

En matière d'infrastructures routières, la Banque a soutenu la construction de 151 km de routes bitumées et 128 km de pistes rurales. Par ailleurs, 3 961 arbres ont été plantés pour le reboisement des bandes périphériques des aménagements hydro-agricoles.

Les projets ont permis la création de 176 525 emplois, dont 5 913 ont été attribués aux femmes, représentant 35 % des emplois totaux. En termes économiques, les projets ont contribué à la création annuelle de valeur ajoutée, estimée à 61,5 milliards de FCFA, ainsi qu'à une augmentation des recettes fiscales, atteignant 15,3 milliards de FCFA par an.

Cependant, cette efficacité en matière de développement a été affecté par trois (03) facteurs majeurs :

- retards dans l'exécution des projets : les projets, initialement prévus pour être réalisés en moyenne sur trois (03) ans, ont finalement nécessité neuf (09) ans en moyenne. Ces délais prolongés s'expliquent par les tensions socio-politiques, des retards dans la mise à disposition des contreparties de l'État, ainsi que des lenteurs dans la réalisation des audits financiers et techniques et dans la production des rapports d'achèvement des projets ;
- faible pérennité de certaines infrastructures financées : plusieurs infrastructures, telles que des bâtiments d'élevage, des forages, une gare routière, et des périmètres hydro-agricoles, présentent aujourd'hui un état de délabrement nécessitant des travaux de réhabilitation.
- reporting quasi-inexistant : cette lacune entrave une évaluation optimale du portefeuille des projets financés par la Banque en Guinée-Bissau. Il a été constaté que peu de projets transmettent leurs rapports d'activités trimestriels à la Banque. De plus, aucun des projets examinés n'a produit de rapport d'audit technique et financier à la fin de leur exécution

ni de rapport d'achèvement. Ces manquements nuisent non seulement à l'obligation de rendre compte, mais empêchent également l'apprentissage des succès et des échecs des projets. Par ailleurs, ils représentent un risque opérationnel et de réputation pour la Banque, en limitant sa capacité à rendre compte à ses propres partenaires financiers. Cette situation découle souvent d'un manque de rappels fréquents et systématiques aux Unités de Gestion des Projets (UGP) concernant leurs obligations contractuelles en matière de reporting à des dates clés.

En vue de trouver des solutions à ces difficultés, trois (03) recommandations majeures ont été formulées :

- *réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et mettre en place des mécanismes efficaces pour assurer leur pérennité.*
- *institutionnaliser, au niveau de la Mission Résidente en Guinée-Bissau, une rencontre systématique tous les quadrimestres avec les Unités de Gestion des Projets (UGP) publics des maîtres d'ouvrage des projets financés par la BOAD, en vue de renforcer la gestion proactive de la supervision et du suivi-évaluation des impacts du portefeuille.*
- *renforcer le suivi post-projet afin d'assurer la durabilité des impacts.*

## I. INTRODUCTION

La République de Guinée-Bissau a enregistré une croissance d'environ 4,3 % en 2023, principalement soutenue par l'agriculture, en particulier la culture de la noix de cajou, qui représente près de 90 % de ses exportations. Sur le plan social, l'indice de développement humain (IDH) de la Guinée-Bissau est de 0,429, bien que restant dans la catégorie des pays à faible développement humain, des efforts ont été faits pour améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé, particulièrement dans les zones urbaines. Cependant, le pays est confronté à de nombreux défis économiques et sociaux<sup>1</sup>. En effet, malgré ses ressources naturelles, le pays est confronté à une faible diversification économique et à une infrastructure limitée, ce qui entrave son développement. Dans ce contexte, depuis plusieurs années, la BOAD apporte son soutien au pays pour améliorer ses indicateurs de développement et renforcer ses infrastructures socio-économiques.

Ce rapport a pour objectif de présenter l'état d'exécution des résultats de développement réalisés par la Banque en Guinée-Bissau pour la période 2009-2023. Au cours de cette période, la Banque a concentré ses efforts sur plusieurs secteurs clés, notamment les infrastructures routières et énergétiques, ainsi que l'agriculture, considérés comme cruciaux pour le développement durable du pays. Ces secteurs ont été identifiés comme prioritaires en raison de leur impact potentiel sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Ainsi, spécifiquement, le présent rapport vise à évaluer les progrès, les défis et les leçons apprises des interventions de la Banque en Guinée Bissau, ainsi que l'impact de ses interventions sur les communautés locales. Il revêt un double intérêt. D'une part, il consigne l'état d'exécution du portefeuille et permet d'améliorer l'efficacité et l'efficacités futures des actions de la Banque en fournissant des recommandations. D'autre part, au fil du temps, il contribue à l'apprentissage continu en analysant la dynamique et la durabilité des résultats de développement et des impacts, ce qui aide à affiner les prévisions des stratégies futures.

La suite du rapport est organisée en sept parties, présentées comme suit : (i) contexte économique, social et environnemental, (ii) description de l'évaluation, (iii) état d'exécution des projets du portefeuille, (iv) résultats de développement et impacts des projets, (v) durabilité, (vi) Enseignements et recommandations, et (vii) Conclusion.

---

<sup>1</sup> Plus de 60 % de la population vit dans la pauvreté, avec un taux de chômage élevé. Le pays souffre également de graves lacunes dans l'agriculture et en matière d'infrastructures, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports, ce qui entrave la croissance économique.

## II. CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTAL

### 2.1. Contexte économique

La Guinée-Bissau, pays d'environ 2,2<sup>2</sup> d'habitants, partage ses frontières avec le Sénégal et la Guinée. Son économie repose principalement sur le secteur primaire, mettant l'accent sur la production vivrière et la culture de la noix de cajou.

L'évolution du PIB réel <sup>3</sup>de la Guinée-Bissau sur la période de 2009 à 2023 a été sujette à des fluctuations. Initialement, la croissance a été soutenue jusqu'en 2011, affichant des taux annuels positifs de 2,4 % en 2009, 5,6 % en 2010 et 8,1 % en 2011. Cependant, en 2012, le PIB réel a subi une contraction de -1,7%, en raison du coup d'État militaire survenu en avril de la même année. A partir de 2013, la croissance est demeurée modérée, fluctuant entre 1% et 6,1% jusqu'en 2023.

Durant la période sous revue, l'inflation est restée relativement stable, avec une moyenne de 1,3%<sup>4</sup>. Cette modération de l'inflation a notamment permis de contenir les pressions sur le pouvoir d'achat des ménages.

Graphique 1: Evolution du PIB réel (2009-2023)



Source : Rapport de la surveillance multilatérale/ Document de cadrage de la Guinée-Bissau

L'évolution du solde budgétaire global, incluant les dons, révèle une détérioration progressive de la situation fiscale du pays. En 2009, le pays enregistrait un excédent de 3,2% du PIB, mais ce solde est tombé à un point bas de -9,0% en 2020, avant de se stabiliser à -6,5% en 2023. Cette détérioration budgétaire a contraint le gouvernement à augmenter son endettement, faisant passer la dette publique totale à 81,6% du PIB en 2023.

Parallèlement, les échanges extérieurs ont été marqués par un déficit persistant du compte courant. Ce déficit est passé de 7,2% du PIB en 2009 à 7,7% en 2023, reflétant une dépendance continue aux importations et une capacité d'exportation limitée. Enfin, la masse monétaire a connu une augmentation significative durant la période sous-revue, se multipliant par environ six

<sup>2</sup> Source : Fonds des Nations Unies pour la population.

<sup>3</sup> Source des données : Rapport de la surveillance multilatérale/ Document de cadrage de la Guinée-Bissau.

<sup>4</sup> Il convient de souligner une détérioration au cours des deux dernières années (7,9% en 2022 et 7,7% en 2023), en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires importées et du pétrole.

(06) pour atteindre 515,9 milliards de FCFA en 2023.

## 2.2. Contexte sectoriel

Le contexte sectoriel met en évidence les domaines d'intervention de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) en Guinée-Bissau, en se concentrant sur des domaines stratégiques pour stimuler le développement économique et social du pays. L'analyse des domaines de l'économie de la Guinée-Bissau fait apparaître des contraintes spécifiques qui nécessitent des interventions ciblées pour maximiser leur impact sur le développement socio-économique du pays.

**Secteur agricole**, est un principal secteur économique de la Guinée-Bissau et représentant environ 36,2% du PIB sur la période 2015-2019 (Banque Mondiale, 2024). Il génère les revenus de 57 % des ménages ruraux et emploie 52%<sup>5</sup> de la main-d'œuvre, ce qui souligne son rôle majeur dans la subsistance de la population. Cependant, le secteur demeure caractérisé par une diversification limitée et une faible productivité, des problèmes structurels qui freinent son potentiel de croissance. Avec 1,6 million d'hectares de terres agricoles, représentant 45% de la superficie totale du pays, seule une partie restreinte, soit environ 300 000 hectares (18% de la superficie agricole potentielle), est actuellement cultivée (IFAD<sup>6</sup>, 2019). Le secteur fait face à des défis majeurs, dont une faible productivité, l'inaccessibilité des zones agricoles, des mécanismes de commercialisation inefficaces et la fluctuation des prix des produits vivriers. En 2017-2018, le déficit céréalier brut atteignait 202 000 tonnes<sup>7</sup>, comblé par des importations. En 2019, le riz représenté 67% des 352 000 tonnes d'aliments importés (et la moitié des 90,5 millions d'USD en aliments importés) (FAO, 2021) Les exploitations de noix de cajou, qui occupent 47% de la surface agricole et emploient 80% des agriculteurs, demeurent une activité stratégique cruciale pour la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et les exportations du pays.

**Transport routier** : le sous-secteur du transport routier en Guinée-Bissau, représentant entre 80 % et 95 % du trafic de passagers et de marchandises (Banque Mondiale, 2021), est crucial pour relier les villes aux communautés rurales. Il joue également un rôle stratégique dans le développement économique, notamment en soutenant les chaînes de valeur agricoles et l'accès aux services sociaux tels que l'éducation et la santé.

Sur les 2 700 km de routes classées, seulement 800 km, soit 29,6 %, <sup>8</sup>sont bitumées. Bien que des améliorations aient été réalisées récemment sur certaines routes principales grâce à des financements internationaux, le réseau routier secondaire et les interconnexions régionales demeurent insuffisants et mal entretenus. Ces lacunes affectent particulièrement le secteur agricole, limitant l'accès aux marchés et aux intrants nécessaires, tout en entravant l'intégration socio-économique des zones rurales.

**Electricité et eau** : ce sous-secteur est confronté à de sérieux défis tels que des écarts entre l'offre et la demande, des réseaux de distribution obsolètes avec un taux de perte de près de 47%, de faibles investissements. En 2022, seulement 37,4% de la population avait accès à l'électricité, principalement concentrée à Bissau (Banque Mondiale, 2022). La capacité de production d'électricité est de 15 MW en 2022, exploitée par une société privée. Le taux d'accès à une source

---

<sup>5</sup> Données de la Banque Mondiale, 2024

<sup>6</sup> IFAD : International Fund for Agricultural Development

<sup>7</sup> Données du FMI, 2017

<sup>8</sup> Source : Banque Mondiale, 2021

d'eau améliorée, selon les données de MICS<sup>9</sup> 6 (2018-2019), est de 66,8%, en baisse par rapport à MICS5 2014 (74,8%). Ce taux est de 87,5% en milieu urbain et 55,4% en milieu rural. Le taux d'accès basique (source améliorée disponible à moins de 30 minutes de temps de collecte aller-retour) est respectivement de 59,7%, 81,8%, 47,6% aux niveaux national, urbain et rural. Plus de la moitié de la population rurale met plus de 30 mn pour l'alimentation en eau des foyers, cette tâche étant en général réservée aux femmes et aux filles (Banque mondiale, 2021).

### 2.3. Contexte social

Sur le plan social, près de la moitié de la population bissau-guinéenne, soit 47,7%, vit en dessous du seuil de pauvreté. En 2018, selon la Banque mondiale, 21,7% de la population disposait de moins de 1,90 \$ par jour (2011 PPA), indiquant une prévalence élevée de la pauvreté, particulièrement dans les zones rurales. Le taux de pauvreté est passé de 63% en 2019 à 68,4% en 2021 en raison de la pandémie de COVID-19. Le niveau d'inégalité des revenus a cependant diminué, avec un coefficient de Gini<sup>10</sup> passant de 50,7 en 2010 à 33,4 en 2021. Le taux de chômage est de 3,1%, mais le sous-emploi des jeunes reste élevé à 22,1%, en raison de l'inadéquation entre les offres de formation et les possibilités du marché.

La Guinée-Bissau demeure dans la catégorie des pays à faible développement humain. En 2021, elle occupait le 177<sup>e</sup> rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain du PNUD, avec un score de 0,483. L'espérance de vie moyenne à la naissance était estimée à 59,65 ans en 2021, tandis que le taux d'analphabétisme à 52,89%.

### 2.4. Environnement et climat

La Guinée-Bissau est une économie à faible intensité carbone<sup>11</sup>, comparativement aux autres pays africains et pays développés, mais elle figure parmi les plus touchés par les changements climatiques. Selon l'indice Notre Dame-Global Adaptation Index (2020<sup>12</sup>), le pays se classe également parmi les plus vulnérables au climat, avec des scores respectifs de 64 et 25,7 points sur 100.

Le pays jouit d'une biodiversité riche, abritant des espèces endémiques et menacées dans ses parcs nationaux et réserves naturelles. Cependant, son environnement naturel est vulnérable à la désertification et à la déforestation. La vulnérabilité aux effets du changement climatique, tels que la montée du niveau de la mer et l'érosion côtière, affecte l'agriculture et la pêche. De plus, la gestion des déchets reste insuffisante, entraînant des problèmes de santé publique et de pollution environnementale.

Malgré les défis sus évoqués, le gouvernement, avec le soutien des partenaires internationaux, a lancé plusieurs initiatives visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des ressources

---

<sup>9</sup> Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) est un programme international d'enquête sur les ménages élaboré et appuyé par l'UNICEF

<sup>10</sup> Le coefficient de Gini est une mesure statistique utilisée pour évaluer les inégalités de revenus ou de richesse au sein d'une population. Il varie entre 0 et 1, où : (i) 0 représente une égalité parfaite (tout le monde a exactement le même revenu ou la même richesse) et (ii) 1 représente une inégalité totale (une seule personne détient tout le revenu ou toute la richesse, et les autres n'ont rien).

<sup>11</sup> L'empreinte carbone de la Guinée-Bissau par habitant n'était que de 0,15 t CO<sub>2</sub>, en 2020, ce qui est beaucoup plus faible que celle de pays développés comme les États-Unis et la Chine, dont l'empreinte carbone était respectivement de 14,34 t CO<sub>2</sub> et 7,41 t CO<sub>2</sub>

<sup>12</sup> <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>

naturelles. Ces efforts offrent un potentiel considérable pour le développement durable du pays.

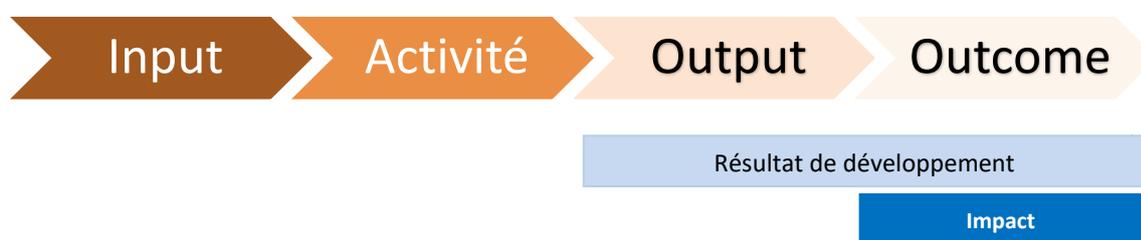
### III. DESCRIPTION DE L'ÉVALUATION

#### 3.1. Objectifs et questions d'évaluation

Le présent rapport a pour objectif de présenter l'état de réalisation des résultats de développement et impacts des projets financés par la BOAD en Guinée-Bissau de 2009 à 2023.

La BOAD définit l'impact<sup>13</sup> comme « un effet à court et moyen termes, positif et négatif, primaire et secondaire, induit par un projet financé, directement ou non, intentionnellement ou non ». L'ajustement de l'horizon temporel, comparativement à la définition du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, permet de faire un minimum de reporting des impacts dans le temps, conformément à la mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025.

Figure 1 : chaîne des résultats, résultats de développement et impacts



Source : stratégie d'évaluation des résultats de développement et des impacts des projets financés par la BOAD, 2020

La figure 1 présente la chaîne des résultats de résultats dont les maillons sont les suivants :

- **moyens ou intrants (inputs)** : moyens financiers, humains et matériels utilisés pour l'action de développement.
- **activités** : actions entreprises ou travaux menés en vue de produire des réalisations spécifiques. L'activité mobilise des ressources telles que des fonds, une assistance technique et d'autres types de moyens.
- **extrants (outputs)** : biens, équipements ou services qui résultent de l'action de développement suite à la conduite des activités.
- **effets (outcomes)** : changement issus de l'utilisation des extrants ou outputs. Par exemple, il peut s'agir du changement de la situation d'accès à des services de base, notamment l'amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'alimentation, à l'électricité, ainsi que le nombre de personnes ou localités concernés.

La présente évaluation utilise une approche contributive au regard des types de projets financés (infrastructure en majorité) et du budget dédié à l'évaluation. Dans cette optique, il s'attache à répondre à des questions d'évaluation de type descriptif, en s'appuyant sur les critères d'efficacité, d'efficacités et de durabilité. Les huit (08) questions évaluatives, formulées selon ces critères, sont récapitulées dans le tableau 1 :

<sup>13</sup> Définition conforme à l'une des approches présentées dans Good Practice Standards for the Evaluation of Public Sector Operations, 2012 Revised Edition, Evaluation Cooperation Group

Tableau 1 : questions d'évaluation

Critères	Questions d'évaluation
1. <b>Effizienz</b>	1.1. Quel est le taux de décaissements moyen du portefeuille au 31 Décembre 2023 ? 1.2. Quel est le taux d'exécution moyen du portefeuille au 31 Décembre 2023 ? 1.3. Quel est le pourcentage moyen de temps consommé par les projets du portefeuille 31 Décembre 2023 ? 1.4. Quelle est la durée d'exécution du portefeuille au 31 Décembre 2023 ? 1.5. Quelle est la durée moyenne et médiane des retards d'exécution du portefeuille au 31 Décembre 2023 ?
2. <b>Gouvernance</b>	2.1. Les projets respectent-ils les clauses relatives à l'audit financier ?
3. <b>Efficacité</b>	3.1. Quelles sont les réalisations en matière de résultats de développement, notamment les ODD ?
4. <b>Durabilité</b>	4.1. Quelle sont les aspects de durabilité des réalisations des projets ?

### 3.2. Méthodologie de l'évaluation

La méthodologie adoptée pour aborder les questions d'évaluation combine des approches qualitatives et quantitatives. Elle comprend l'utilisation de questionnaires portant sur l'exécution des projets, la réalisation des objectifs d'indicateurs, ainsi que le géoréférencement des infrastructures du portefeuille de projets. En parallèle, des entretiens ont été conduits avec les chefs de projet ou coordinateurs, les responsables du suivi-évaluation des projets et des bénéficiaires.

### 3.3. Préparation de l'évaluation

Cette première étape a été marquée par l'élaboration des fiches de collecte données numérisées et la préparation de la mission de terrain. Cela a inclus des réunions virtuelles préparatoires avec le Chef de la Mission Résidente (CMR) de la BOAD en Guinée-Bissau et les coordonnateurs de projets afin de définir les modalités pratiques de déroulement de la mission.

### 3.4. Mission de terrain

La mission de terrain a débuté par une phase de renforcement de capacité, qui visait principalement à former les acteurs clés (coordonnateurs, responsables de suivi-évaluation, les ministères). L'objet de renforcement de capacités était de permettre aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour la collecte des données en utilisant les outils digitalisés développés par la Banque. Ces outils sont spécifiquement conçus pour faciliter le suivi et l'évaluation des impacts des projets, intégrant l'utilisation de techniques géospatiales pour une analyse plus précise et efficace des résultats obtenus.

Suite aux sessions de formation et en raison des contraintes rencontrées, la collecte de données a été menée sur un échantillon réduit<sup>14</sup> de 16 projets, ce qui représente 61,5% du portefeuille total.

<sup>14</sup> Le portefeuille de projets approuvés par la Banque en Guinée-Bissau de 2009 à 2023, comprenant 23 opérations

La collecte de données a été réalisée en utilisant « ODK Collect » en conjonction avec l'application KoboToolbox, permettant une collecte efficace et cohérente des données sur le terrain.

La méthodologie se résume en six (06) phases comme suit :

1. **Choix de l'échantillon des projets** : l'échantillon étudié correspond au portefeuille de projets financés par la Banque de 2009 à 2023. Ce choix temporel s'explique par la nécessité d'aligner le suivi-évaluation sur les stratégies initiées par la Banque à partir de 2009. Ainsi, cette période permet d'obtenir une vision complète de l'évolution des projets et de leur impact, en cohérence avec les objectifs et les orientations stratégiques de la Banque.
2. **Actualisation des contacts des coordonnateurs et des points focaux de suivi-évaluation des projets** : en collaboration avec le CMR, les emails et les contacts téléphoniques des points focaux ont été mis à jour.
3. **Actualisation des outils de collecte** : les formulaires de collecte digitalisée ont été actualisés pendant la mission de terrain pour intégrer les aspects techniques nécessaires.
4. **Conduite de la collecte** : les formulaires ont été partagés avec les coordinateurs et les responsables de suivi-évaluation via leur compte KoboToolbox. La collecte des données a été réalisée par l'équipe de mission de la BOAD, en collaboration avec les responsables de suivi-évaluation au niveau des promoteurs. Le suivi de la collecte des données a été effectué en temps réel.
5. **Contrôle de qualité et traitement des données** : les données collectées à travers l'application ODK collecte et soumises dans l'application KoboToolbox ont été épurées puis exportées vers les logiciels ArcGIS et Power BI. Cela a permis de cartographier les interventions de la Banque et de réaliser les analyses statistiques ainsi que les tableaux de bord nécessaires.
6. **Rédaction du rapport** : les analyses ont été finalisées et le rapport a été rédigé.

La consolidation des indicateurs d'exécution au niveau du portefeuille (taux de décaissements, taux d'exécution physique et taux de consommation de la durée prévisionnelle d'exécution des projets) a été réalisée en utilisant les statistiques de « moyenne ». Ces mesures de tendance centrale permettent de synthétiser les séries statistiques étudiées en un petit nombre de valeurs caractéristiques.

### 3.5. Limites et difficultés rencontrées

Globalement deux limites majeures ont été relevées :

- **taux de couverture du portefeuille, relativement limité** : 61,5% de portefeuille a été couvert au lieu de 100% ;
- **absence d'archivage adéquate** : le système d'archivage décentralisé des projets est non digitalisé n'a pas permis d'accéder à l'ensemble des informations nécessaires pour l'évaluation ;

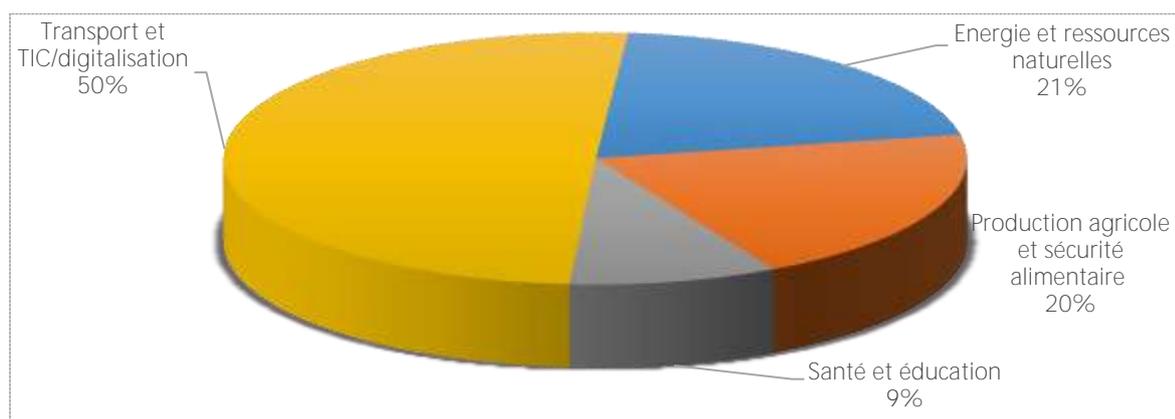
- **Démobilisation des UGP sans relais dédié au sein du maître d'ouvrage** : une fois les projets achevés, il n'a été identifié au sein des ministères un point focal pour fournir des informations sur les indicateurs de résultats de développement ;
- **Généralement, il est observé un manque de financement pour la collecte des indicateurs de résultats de développement en phase rétrospective** : Cette collecte nécessite un budget minimal qui devrait être pris en charge par la partie bissau-guinéenne. Malheureusement, cette budgétisation n'est pas systématiquement effectuée, ce qui compromet le suivi et l'évaluation des impacts des projets après leur clôture.

### 3.6. Présentation du portefeuille sous revue

À la clôture de l'année 2023, les engagements nets cumulés de la BOAD en Guinée-Bissau ressortent à 251,0 milliards FCFA, représentant 3,1% de ses concours nets globaux.

Sur la période 2009 à 2023, la Banque a approuvé 26 prêts<sup>15</sup> en faveur de la Guinée-Bissau pour un montant global de 242,1 milliards FCFA. L'intégralité de ces financements a été alloué au secteur public, répartie entre le public non marchand (93,8%) et le public marchand (6,2%).

**Graphique 2** : répartition du portefeuille par domaine



Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation.

Les projets financés se concentrent sur quatre domaines clés : le transport et les TIC/digitalisation, bénéficiant de 121,7 milliards FCFA pour 13 opérations ; l'énergie et les ressources naturelles, avec un financement de 49,9 milliards FCFA pour 5 opérations ; la production agricole et la sécurité alimentaire, représentant 48,6 milliards FCFA pour 6 opérations ; enfin la santé et l'éducation ont bénéficié de 22,0 milliards FCFA pour 2 opérations.

Les financements octroyés aux conditions du guichet concessionnel (FDC<sup>16</sup>) s'établissent à 133,1 milliards FCFA, soit 55,0%, contre 87,8 milliards FCFA (36,2%) pour les financements du guichet non concessionnel (Banque) et 21,2 milliards FCFA (8,8%) pour le guichet spécial du FDE<sup>17</sup>.

De ce portefeuille, la collecte de données a pu être réalisée sur un échantillon de seize (16) opérations (cf. annexe 1).

<sup>15</sup> Hors études de faisabilité. Les études financées sur la période sont au nombre de 8 pour 1,9 milliards de FCFA.

<sup>16</sup> Fonds de Développement et de Cohésion

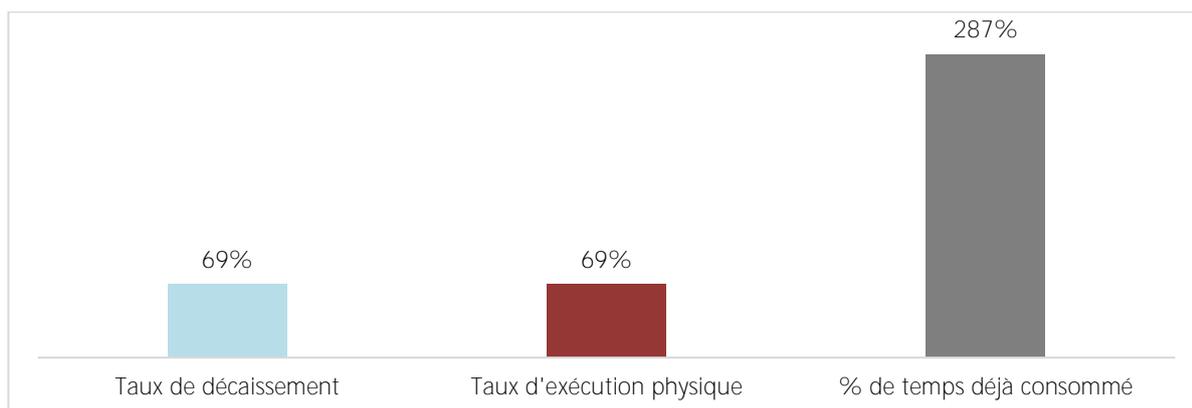
<sup>17</sup> Fonds de Développement Energie

## IV. ETAT D'EXECUTION DES PROJETS DU PORTEFEUILLE

### 4.1. État de Mise en œuvre des projets

L'état de mise en œuvre des projets du portefeuille est présenté à travers l'analyse de trois (03) indicateurs clés d'exécution des projets : le taux de décaissement, le taux d'avancement physique et le taux de consommation du délai prévu pour l'exécution des projets. Le graphique 3 ci-après illustre lesdits indicateurs.

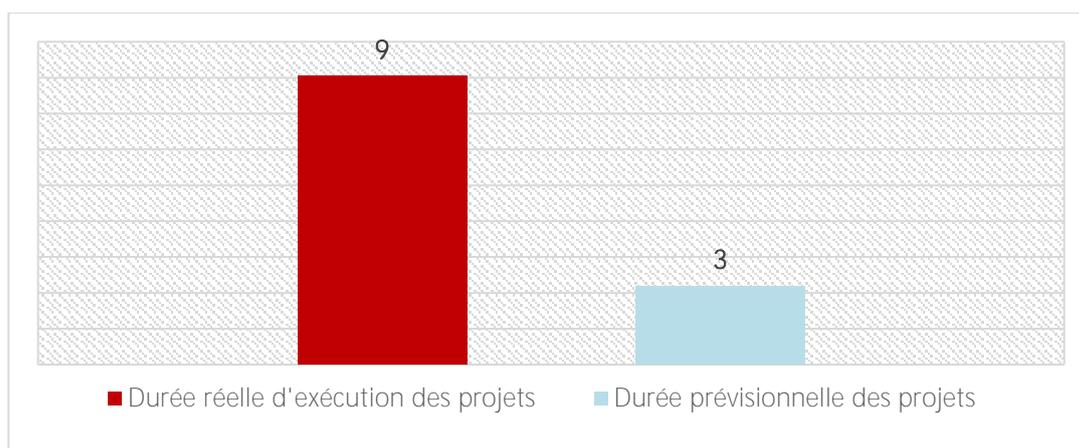
Graphique 3 : indicateurs d'exécution des projets



Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation.

Le taux de décaissement moyen est équivalent au taux d'exécution physique moyen, s'établissant à 69 %. Cependant, Le pourcentage moyen de temps consommé est de 287%, indiquant des retards<sup>18</sup> importants par rapport aux échéances prévues.

Graphique 4 : analyse de la moyenne durée d'exécution réelle et de la durée d'exécution prévisionnelle des projets



Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation

Alors que la durée prévisionnelle moyenne d'exécution des projets était de 3 ans, la durée moyenne réelle d'exécution atteint 9 ans, ce qui représente un retard moyen de 6 ans. Ces retards

<sup>18</sup> Concernant spécifiquement le point relatif aux « retards par rapport aux échéances prévues », il est important de préciser dans le présent rapport qu'un projet est considéré comme achevé lorsque les conditions suivantes sont réunies simultanément : la présence d'un rapport d'audit technique et financier, l'existence d'un rapport de fin d'exécution, ainsi que la fourniture d'un rapport d'achèvement. En l'absence de ces documents lors de la mission de terrain de l'équipe de l'USEI, un projet ne peut être qualifié d'achevé.

peuvent être attribués principalement à 04 facteurs à savoir :

- **des retards dans la mise à disposition de la contrepartie de l'État**, qui ont engendré des difficultés dans l'indemnisation des populations affectées par les projets ;
- **des suspensions des décaissements par la Banque** en raison de retards dans le respect des échéances ;
- **des retards dans la réalisation des audits financiers et techniques, ainsi que dans la production des rapports d'achèvement par les projets** : la quasi-totalité des projets ayant atteint un taux d'exécution physique de 100 % ou dont les travaux sont achevés n'ont pas encore finalisé les audits financiers et techniques nécessaires ;
- **Retard dans la réalisation des rapports de fin d'exécution (RFE) par la BOAD.**

La moyenne présentée ci-dessus ne rend pas compte de l'hétérogénéité des projets du portefeuille en fonction de plusieurs indicateurs clés, notamment : la phase d'exécution, le taux de décaissement, le taux d'exécution physique, ainsi que le niveau de retard enregistré. Dans ce contexte, une analyse de la distribution des projets permet de mettre en lumière certaines spécificités. Le graphique 5 offre une vue d'ensemble du portefeuille selon l'état d'exécution.

**En termes de répartition du portefeuille de projets par phase du cycle de projet**, il est noté que la majorité des projets (8), représentant 50 % du portefeuille, sont actuellement en cours d'exécution. Toutefois, 6 projets, soit 38 %, ont déjà été achevés.

**S'agissant de la répartition du portefeuille selon le taux de décaissement**, 7 projets, représentant 44 %, ont décaissé l'intégralité des montants alloués par la BOAD (cf. annexes 2 pour la liste des projets concernés). Par contre, 2 projets (12,5% du portefeuille) n'ont pas encore effectué de décaissement à savoir le projet des 14 localités, environ 7 ans après son approbation, et le projet du port de Bissau environ 6 ans après son approbation.

**Concernant la répartition du portefeuille selon le taux d'exécution physique**, 6 projets, soit 38 %, ont atteint un taux d'exécution de 100 % (cf. annexes 2 pour la liste des projets concernés). En revanche, 2 projets, représentant 13 % du portefeuille, affichent un taux d'exécution de 0 %.

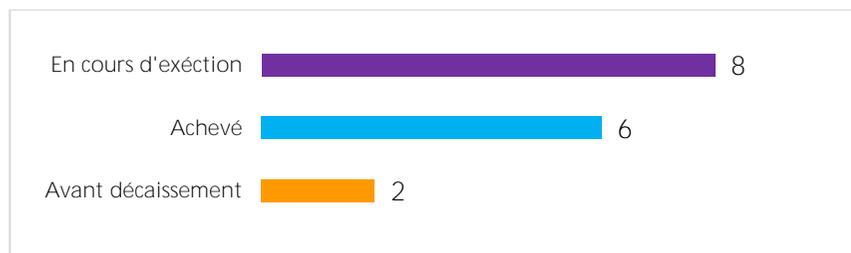
**Au titre du profil de retard des projets du portefeuille**, 15 projets, représentant 94 % du portefeuille, ont rencontré des retards dans leur mise en œuvre. A l'exception du projet PAIPV<sup>19</sup>, qui présente un taux de décaissement particulièrement faible de 2 % après trois ans d'approbation, l'ensemble des projets du portefeuille a largement dépassé les délais de mise en œuvre initialement prévus.

---

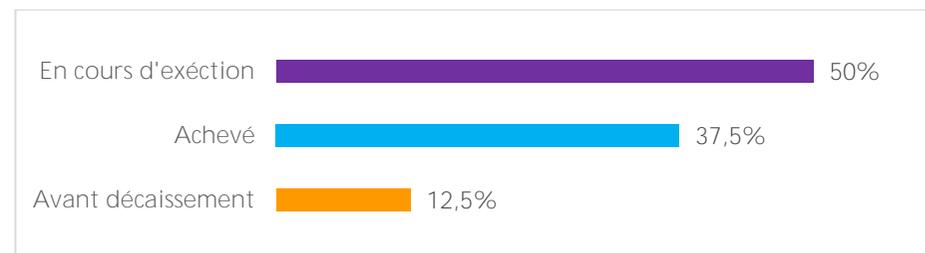
<sup>19</sup> Projet d'Appui à l'Intensification de la Production Vivrière

## Graphique 5 : Synthèse de l'état de mise en œuvre des projets

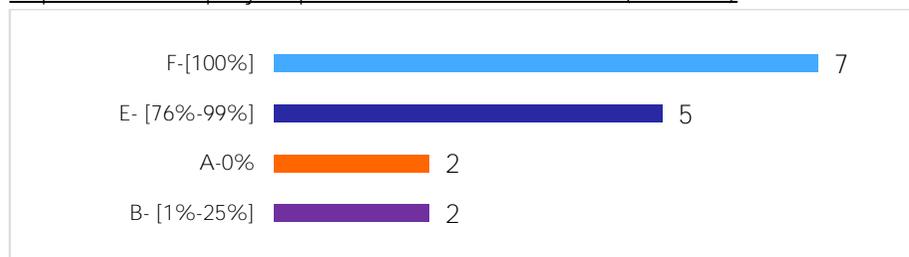
Répartition des projets par phase d'exécution (nombre)



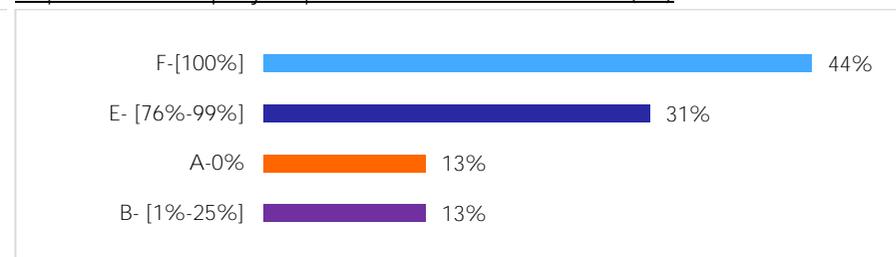
Répartition des projets par phase d'exécution (%)



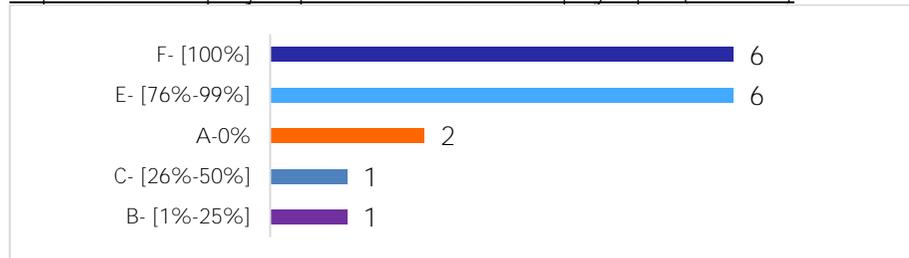
Répartition des projets par taux de décaissement (nombre)



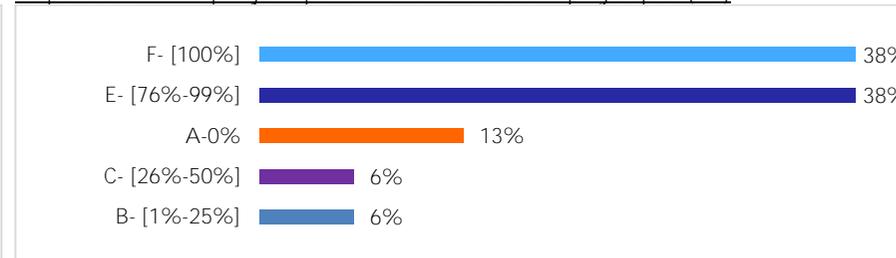
Répartition des projets par taux de décaissement (%)



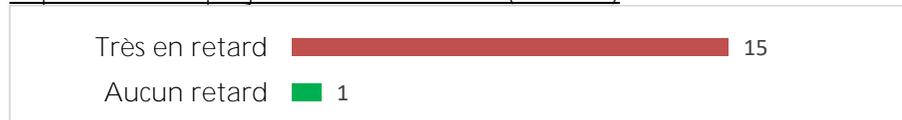
Répartition des projets par taux d'exécution physique (nombre)



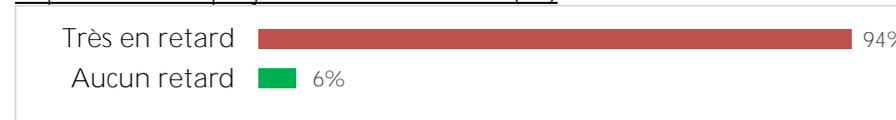
Répartition des projets par taux d'exécution physique (%)



Répartition des projets selon les retards (nombre)



Répartition des projets selon les retards (%)



Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation

## V. RESULTATS DE DEVELOPPMENT ET IMPACTS DES PROJETS

### 5.1. Indicateurs selon les Objectifs de Développement Durable (ODD)

Les Objectifs de développement durable (ODD) ont pour ambition d'éliminer la faim et la pauvreté à l'échelle mondiale. À travers les projets du portefeuille financé par la Banque en Guinée-Bissau durant la période sous revue, la Banque contribue à l'atteinte de neuf (9) ODD sur les 17 soit environ 53%, à savoir les ODD 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 13, 15 et 17, qui sont détaillés dans le tableau ci-après.

**Tableau 2 : liste des ODD auxquels la Banque contribue**

ODD 1	:	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
ODD 2	:	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
ODD 5	:	Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
ODD 6	:	Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
ODD 7	:	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
ODD 8	:	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi et un travail décent pour tous
ODD 9	:	Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
ODD 13	:	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
ODD 15	:	Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable
ODD 17	:	Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

La contribution de la BOAD a été réalisée à travers la mise en œuvre de plusieurs composantes et sous composantes de projets financés. Les indicateurs d'output<sup>20</sup> et d'outcome<sup>21</sup> présentés dans le tableau 3 permettent de retracer l'apport direct de la Banque à la réalisation des ODD.

**Tableau 3 : tableau synoptique des réalisations des ODD**

Indicateurs des résultats de développement	Unité	Valeur Cible	Valeur réalisée	Taux de réalisation	ODD en lien avec l'Indicateur
Bénéficiaires	Nombre	2 329	ND <sup>22</sup>	0%	1
Groupements ayant reçu une formation	Nombre	13	ND	0%	2
Magasins de stockage construits	Nombre	19	10	53%	2
Production de riz paddy	Tonne	8 990	ND	0%	2
Production maraîchère	Tonne	2 335	ND	0%	2

<sup>20</sup> **Outputs** : désignent les biens, équipements ou services qui résultent de l'action de développement suite à la conduite des activités. Ils correspondent aux produits, services ou résultats immédiats générés par ces activités et constituent les premières réalisations concrètes avant d'aboutir aux effets et impacts plus larges.

<sup>21</sup> **Outcomes** : représentent ce que l'action de développement vise à accomplir ou a accompli à court ou moyen terme. Il s'agit des changements, escomptés ou non, attribuables directement ou indirectement à une action de développement. Ces changements découlent de l'utilisation des " outputs " et se manifestent sous forme d'effets ou de transformations à moyen ou long terme

<sup>22</sup> **Données Non Disponibles (ND)** en raison de retards dans l'exécution des projets, d'une collecte insuffisante ou de l'absence d'un système structuré d'archivage des données au niveau de la contrepartie.

Indicateurs des résultats de développement	Unité	Valeur Cible	Valeur réalisée	Taux de réalisation	ODD en lien avec l'indicateur
Terres agricoles aménagées ou irriguées	Hectare	4 738	4 558,5	96%	2
Périmètre aménagé avec maîtrise totale de l'eau	Nombre	10	10	100%	2
Puits ou forages construits	Nombre	40	12	30%	6
Puissance installée	MW	15	ND		7
Production additionnelle annuelle	MWh	97,5	ND		7
Lignes de transport	Km	1 677	1 677	100%	7
Compteurs installés	Nombre	16031	ND	ND	7
Branchements réalisés	Nombre	16 031	ND	ND	7
Lampadaires installés	Nombre	3668	ND	ND	7
Personnes ayant accès à l'électricité	Personne	380 000	ND	ND	7
Poste de distribution et de transformation construit et réhabilité	Nombre	124	4	3%	7
Emplois créés	Nombre	176 525	16 904	10%	8
Pistes construites	Km	128,3	128,3	100%	9
Routes bitumées construites	Km	151,831	151,831	100%	9
Routes bitumées entretenues	Km	14,4	14,4	100%	9
Zones désenclavées	Nombre	30	ND	ND	9
Superficie boisée	Hectare	317	ND	ND	15

Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation.

\* DN = données Non Disponibles



### 1.1. OBJECTIF 1 : ÉLIMINER LA PAUVRETE SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT DANS LE MONDE

Les projets financés avaient pour objectif, entre autres, de contribuer à la réduction de la pauvreté monétaire en valorisant la main-d'œuvre de 2 329 personnes, qui devraient bénéficier des périmètres agricoles mis en place à travers ces initiatives agricoles.



### 1.2. OBJECTIF 2 : ÉLIMINER LA FAIM, ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE, AMELIORER LA NUTRITION ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE

La BOAD, à travers ses financements en Guinée-Bissau, contribue à l'élimination de la faim et veille à ce que les populations pauvres et vulnérables aient accès, tout au long de l'année, à une alimentation saine, nutritive et suffisante. Les projets financés, notamment : (i) le projet de Promotion de la Riziculture en Faveur des Jeunes, (ii) le projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA), et (iii) le projet d'Appui à l'Intensification de la Production Vivrière (PAIPV), ont pour objectif principal d'accroître la productivité agricole et les revenus des petits producteurs. Ces initiatives ciblent spécifiquement les femmes, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, par le biais d'aménagements hydro-agricoles couvrant 4 558,5 hectares. Cette contribution de la Banque s'effectue en assurant la viabilité des systèmes de production alimentaire et en mettant en œuvre des pratiques visant à augmenter la productivité.



### 1.3. Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Les projets promus par la BOAD en Guinée Bissau n'excluent pas les femmes et veillent à mettre

fin à toutes les formes de discriminations. Ils offrent des opportunités d'accès aux facteurs de production (terres irriguées, intrants agricoles et crédits), à la formation et à l'eau potable.



#### 1.4. Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable

Dans le cadre du projet de construction de la route Buba-Catio, la Banque contribue à garantir un accès universel et équitable à l'eau potable en procédant à l'installation et à la réhabilitation de 12 forages ainsi que des systèmes d'alimentation en eau potable. Ces infrastructures visent à renforcer la disponibilité en eau potable dans les régions concernées, augmentant ainsi le nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable. Ces actions s'inscrivent dans une démarche visant à améliorer les conditions de vie et à répondre aux besoins essentiels des populations locales.



#### 1.5. OBJECTIF 7 : GARANTIR L'ACCES DE TOUS A DES SERVICES ENERGETIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, A UN COUT ABORDABLE

La Banque, notamment avec le projet de la centrale de Bor, le projet de l'OMVG (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie), et le projet des quatorze localités, contribue à garantir l'accès universel et équitable aux services énergétiques grâce à la production d'énergie électrique de 97,5 MWh, à l'installation de postes de transformation et de distribution, ainsi qu'à la construction de lignes de transport s'étendant sur 1 677 km. Ces infrastructures devraient permettre d'augmenter le nombre de ménages ayant accès à l'électricité de 1 300, offrant ainsi un accès additionnel à l'électricité à au moins 7 800 personnes, dont 3 947 femmes et 4 953 jeunes.<sup>23</sup>



#### 1.6. OBJECTIF 8 : PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGEE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DECENT POUR TOUS

La BOAD, à travers ses projets financés en Guinée-Bissau, contribue à la croissance économique en générant environ 61,49 milliards de FCFA de valeur ajoutée. Parallèlement, ces projets ont permis d'augmenter les recettes fiscales de 15,26 milliards FCFA et de créer ou consolider 16 904 emplois, dont 5 913 ont été attribués aux femmes, représentant ainsi 35 % du total des emplois créés. En particulier, la BOAD joue un rôle actif dans l'opérationnalisation des politiques axées sur le développement des activités productives, la création d'emplois et l'entrepreneuriat rural.



#### 1.7. OBJECTIF 9 : BATIR UNE INFRASTRUCTURE RESILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE A TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION

La BOAD contribue activement au développement du réseau routier en Guinée-Bissau à travers des projets structurants tels que l'aménagement des sections urbaines, des voies urbaines de Bissau, ainsi que des routes Buba-Catio et Mansoa-Fari. Ces projets ont permis la construction de 128,3 kilomètres de pistes rurales et de 151,831 kilomètres de routes bitumées, permettant le transport d'au moins 6 256 069 tonnes de marchandises et 2 528 076 passagers par an. Cette initiative améliore l'accès des communautés rurales aux marchés, réduit les coûts de transport et optimise les chaînes d'approvisionnement. Ces infrastructures sont essentielles pour favoriser le développement économique, améliorer la connectivité et garantir l'accès aux services de santé et d'éducation.



#### 1.8. OBJECTIF 13 : PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS REPERCUSSIONS

La BOAD soutient le renforcement de la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas

<sup>23</sup> La consommation moyenne dans les zones urbaines est d'environ 50 à 100 kWh par mois par ménage, tandis que dans les zones rurales, elle est souvent inférieure à 30 kWh par mois

climatiques. Elle participe à l'incorporation effective des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales. Par ailleurs, la Banque facilite l'accès des pays de l'UEMOA aux ressources de la finance climat et apporte un appui adapté dans le cadre de la réalisation de projets destinés à bâtir une résilience face aux risques climatiques. Dans ce contexte, et dans le cadre du Projet de Promotion de la Riziculture en Faveur des Jeunes, la Banque, à travers l'introduction d'un système d'irrigation solaire, offre une solution stratégique pour atténuer les risques climatiques. Il permet d'améliorer la gestion de l'eau, de renforcer la résilience des exploitations agricoles aux conditions climatiques changeantes, et d'encourager une agriculture plus durable, tout en soutenant l'autosuffisance énergétique des communautés rurales.



### 1.9. OBJECTIF 15 : PRESERVER ET RESTAURER LES ECOSYSTEMES TERRESTRES

Les financements de la BOAD dans le secteur du développement et social, concourent, entre autres, à accroître le couvert végétal à travers le reboisement. A ce titre, au moins 317 hectares ont été reboisés. Par ailleurs, Le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA), financé par la Banque, joue un rôle essentiel dans la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres. En soutenant les producteurs engagés dans la réhabilitation des rizières de mangrove et des zones de bas-fonds, le projet encourage des pratiques agricoles durables qui restaurent les écosystèmes vulnérables, limitent la dégradation des sols et préservent la biodiversité. Par son appui aux groupements féminins pour la diversification agricole, le PASA contribue également à renforcer la résilience des écosystèmes face aux aléas climatiques.



### 1.10. OBJECTIF 17 : RENFORCER LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT ET LE REVITALISER.

Pour le financement de ces projets, la BOAD mobilise des ressources financières supplémentaires auprès de partenaires, aux niveaux international et régional. Ces ressources ont permis de financer les projets en Guinée-Bissau pour un montant total de 242,1 milliards FCFA sur la période considérée.

## 5.2. Résultats de développement par secteur

Au niveau sectoriel, les résultats de développement sont présentés dans cette section, qui met en évidence les progrès réalisés dans les secteurs clés tels que l'agriculture, les infrastructures routières et le secteur énergétique. Ces résultats permettent de mieux comprendre l'impact des projets sur les communautés locales et d'évaluer leur contribution au développement économique et social du pays.

**Dans le secteur agricole**, les résultats de développement, en fonction des données disponibles, montrent que sur les 4 738 hectares d'aménagement agricole prévus, 4 558,5 hectares ont été effectivement réalisés, correspondant à un taux de réalisation de 96 %. Toutefois, l'absence de données sur les niveaux de production agricole restreint l'analyse de l'impact du projet sur la productivité et la sécurité alimentaire. À l'avenir, un système rigoureux de mesure de la production agricole sera mis en place, avec une première phase lancée en 2024 par l'USEI dans le cadre du Projet de Promotion de la Riziculture en Faveur des Jeunes en Guinée-Bissau<sup>24</sup>.

<sup>24</sup> La pose de carré de rendement, initiée par l'USEI dans le cadre du Projet de Promotion de la Riziculture en Faveur des Jeunes, permet de mesurer la production de riz, d'évaluer l'efficacité du projet en termes de rendement agricole et de suivre l'impact des techniques agricoles introduites. Elle aide également à évaluer la contribution du projet à l'amélioration de la productivité rizicole.

Tableau 4 : Résultats de Développement – Secteur Agricole

Indicateurs des résultats de développement	Unité	Nombre de projets ayant renseigné les valeurs	Valeur cible	Valeur réalisée	Taux de réalisation
Bénéficiaires	Nombre	1	2 329	ND	0%
Groupements ayant reçu une formation	Nombre	1	13	ND	0%
Magasins de stockage construits	Nombre	2	19	10	53%
Production de riz paddy	Tonne	2	8 990	ND	0%
Production maraichère	Tonne	2	2 335	ND	0%
Terres agricoles aménagées ou irriguées	Hectare	3	4 738	4 558,5	96%
Périmètre aménagé avec maîtrise totale de l'eau	Nombre	1	10	10	100%

\* **DN** = données Non Disponibles ; **retard** = retard de mise en œuvre du projet

Spécifiquement, le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire, a contribué à aménager un total de 1 706,25 ha, dépassant les attentes dans certaines régions et rencontrant des défis dans d'autres. Concernant l'aménagement des rizières de mangrove, 621,5 ha ont été aménagés dans la région de Biombo, soit 121,5 ha de plus que prévu. En revanche, pour les 300 ha de bas-fonds prévus dans la région de Gabu, 255,45 ha seulement ont été réalisés, ce qui représente un déficit de 44,5 ha. Une innovation notable du PASA a été la production de riz dans les bas-fonds pour la première fois en Guinée-Bissau. Dans la région de Tombali, le projet a restauré 829,3 ha de rizières de Catchaque et de Gbantone, dépassant les objectifs de 129,3 ha.



Photo 2: Aménagement hydroagricole avec maîtrise totale de l'eau de Sintcha Nbonco en Guinée Bissau, réalisé dans le cadre du projet d'Appui à l'intensification de la production vivrière (PAIPV)

En ce qui concerne les aménagements hydro-agricoles avec le projet de promotion riziculture en faveur des jeunes, il a été valorisé 1 146 hectares bruts, atteignant 63,7% de la prévision initiale. Cela comprend 820 hectares de riziculture en bas-fonds, dont 370 hectares avec un système d'irrigation photovoltaïque intégré, et 326 hectares de riz de mangrove, représentant 43,5% de l'objectif initial. De plus, 10 périmètres maraîchers de 2 hectares chacun ont été aménagés près des zones de culture du riz. Concernant les infrastructures de stockage, 10 magasins, de 200 m<sup>2</sup> chacun, ont été construits.

Le projet a également créé et rendu opérationnelles 10 coopératives de jeunes pour l'exploitation

des périmètres rizicoles. Un mécanisme d'acquisition et de distribution des intrants agricoles et des produits phytosanitaires a été établi et fonctionne correctement.

**En matière d'accès à l'eau**, le projet de construction de la route Buba-Catio en Guinée-Bissau inclut des infrastructures connexes axées sur l'eau potable, notamment la réalisation de 12 forages pour améliorer l'accès à l'eau potable dans les régions de Quinara et Tombali. Cela démontre une approche holistique du développement, où l'infrastructure routière catalyse des améliorations en matière de bien-être social et économique. L'accès à l'eau potable est un pilier fondamental pour la santé publique et la qualité de vie. En Guinée-Bissau, où de nombreuses communautés rurales ont un accès limité à des sources d'eau potable, ces forages représentent une avancée majeure. Ils contribuent à réduire les maladies hydriques, à améliorer les conditions d'hygiène et à libérer du temps, notamment pour les femmes et les enfants, souvent responsables de la collecte de l'eau. Ce temps libéré peut être consacré à des activités productives ou éducatives, renforçant ainsi leur bien-être et leurs opportunités.

**Dans le secteur de l'énergie**, la Banque a joué un rôle central en renforçant l'accès à l'électricité, notamment par la construction de 1 677 km de lignes de transport de 225 kV, atteignant un taux de réalisation de 100 %. Ces lignes ont permis d'interconnecter les réseaux électriques des quatre pays membres de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG). La Banque a également contribué à l'installation de quatre postes de transformation Haute et Moyenne Tension (HT/MT) situés aux points stratégiques de Mansoa, Saltinho, Bambadica et Bissau, optimisant ainsi la distribution énergétique et renforçant la stabilité du réseau régional.

**Tableau 5 : Résultats de Développement – secteur énergie**

Indicateurs des résultats de développement	Unité	Nombre de projets ayant renseigné les valeurs	Valeur Cible	Valeur réalisée	Taux de réalisation
Puissance installée	MW	1	15	Retard	
Production additionnelle annuelle	MWh	1	97,5	ND	
Lignes de transport	Km	1	1 677	1 677	100%
Compteurs installés	Nombre	1	16031	ND	0%
Branchements réalisés	Nombre	1	16 031	Retard	
Lampadaires installés	Nombre	1	3668	ND	0%
Personnes ayant accès à l'électricité	Personne	1	380 000	Retard	
Poste de distribution et de transformation construit et réhabilité	Nombre	2	124	4	3%

\* **DN** = données Non Disponibles ; **retard** = retard de mise en œuvre du projet

Par ailleurs, dans le cadre du projet de construction d'une centrale thermique diesel fonctionnant au fuel lourd, d'une puissance installée de 15 MW à Bor (Prabis), les travaux sont en cours. Ce projet devrait permettre une production additionnelle annuelle de 97,5 MWh, donnant accès à l'électricité à 380 000 habitants dans la zone du projet. Il permettra également la création de 50 emplois directs pour les jeunes et les femmes, ainsi que 234 emplois indirects et induits. En outre, une ligne de transmission de 63 kV et une ligne de distribution de 32 kV ont été installées.



**Photo 3: site du projet de la centrale électrique de Bor**

**Au titre du secteur routier**, la Banque a contribué à renforcer le réseau routier de Guinée-Bissau, notamment à travers la construction et la réhabilitation d'infrastructures routières comme l'indique le tableau 6.

Tableau 6 : Résultats de Développement – secteur routier

Indicateurs des résultats de développement	Unité	Nombre de projets ayant renseigné les valeurs	Valeur cible	Valeur réalisée	Taux de réalisation
Pistes construites	Km	2	128,3	128,3	100%
Routes bitumées construites	Km	4	151,831	151,831	100%
Routes bitumées entretenues	Km	1	14,4	14,4	100%
Zones désenclavées	Nombre	3	30	ND	

\* **DN** = données Non Disponibles

Dans le cadre du projet d'aménagement des sections urbaines de l'axe communautaire CU1 à Bissau, une distance totale de 10,464 km de voiries urbaines a été réalisée, améliorant ainsi l'accessibilité et la connectivité de différents quartiers de la ville.

De même, le projet de réhabilitation des voiries urbaines de Bissau a permis la réalisation de 22,667 km de linéaires de routes, facilitant les liaisons entre les principaux centres économiques, administratifs et sociaux de la ville et le Port de Bissau, contribuant à l'amélioration du cadre de vie et des conditions de transport.

Concernant le projet de réhabilitation et d'élargissement du tronçon Mansoa-Farim de la route nationale n°2 (R2), une distance d'environ 55 km a été couverte, avec la création d'une plateforme de 10 mètres de largeur (7 mètres de chaussée et 2x1,5 mètres d'accotement). En outre, le projet de construction de la route Buba-Catio a contribué à la réalisation d'une route d'environ 63,7 km de longueur.



Photo 4: Roure Mansoa-Farim

A cet égard, les projets du secteur routier ont contribué à désenclaver les régions de la Guinée-Bissau. Ils facilitent les échanges économiques et sociaux à l'échelle nationale et sous-régionale. De plus, ces projets ont contribué à l'amélioration du cadre de vie ainsi qu'aux conditions de transport dans la ville de Bissau.

**Sur le plan environnemental**, 3 961 arbres ont été plantés pour le reboisement des bandes périphériques des aménagements hydro-agricoles, soit 93,3% de l'objectif de 4 247 arbres.

**Au niveau transversal**, en ce qui concerne la **création d'emplois**, les projets du portefeuille ont généré 16 904 emplois, représentant 9,6 % de l'objectif initial de 176 525 emplois. Parmi ces postes, 5 913 ont été attribués aux femmes, soit 35 % du total des emplois créés. Bien que ce chiffre soit inférieur aux attentes, il reste important face aux défis liés au chômage dans le pays.

En ce qui concerne la **création de valeur ajoutée**, les projets financés par la Banque en Guinée-Bissau entre 2009 et 2023 ont eu un impact sur l'économie nationale. En effet, ces initiatives ont généré une valeur ajoutée totale de 61,5 milliards FCFA, constituant un levier essentiel pour stimuler la croissance économique et renforcer les capacités productives du pays.

Parallèlement, ces projets ont contribué à l'**augmentation des recettes fiscales** de 15,3 milliards FCFA, représentant une source de financement clé pour le budget de l'État.

Il est également à souligner que 14,8 milliards FCFA de **revenus** sont redistribués annuellement, illustrant la répartition des richesses générées par lesdits projets. Cette redistribution joue un rôle déterminant dans l'amélioration des conditions de vie des populations locales, tout en favorisant une dynamique économique positive où les bénéfices sont non seulement partagés, mais également réinvestis dans l'économie locale.

## VI. DURABILITE

Bien que les projets aient produits des résultats de développement, il est apparu dans certains cas des problèmes affectant la durabilité des impacts.

**Dans le secteur agricole**, il a été constaté que dans le village de Cupedo (Guinée-Bissau), deux habitats pour l'élevage de chèvres, construits dans le cadre du projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire, sont en état délabré et non exploités. De même, dans le village de Dorso, un habitat pour l'élevage des animaux de cycle court et un habitat pour l'élevage du porc sont également en état de délabrement et non exploités.



*Photo 5: Habitat pour élevage des animaux de cycle court à Dorso*

**Dans le secteur des Infrastructures routières et connexes**, il a été remarqué que la gare routière construite dans le cadre du projet de route Buba-Catio n'est pas utilisée en raison de son éloignement par rapport au centre-ville. Les bénéficiaires auraient préféré que la gare routière soit située à proximité du marché pour réduire les coûts de transport entre la gare et le marché. Cependant, l'indisponibilité de terrain libre dans cette zone n'a pas permis d'y implanter la gare. L'infrastructure étant disponible, il est important que des actions soient menées pour encourager son utilisation en vue de générer les impacts prévisionnels.



*Photo 6: gare routière construite dans le cadre dudit projet route Buba-Catio à Catio*

En matière d'accès à l'eau, les forages réalisés dans le cadre du projet de construction de la route Buba-Catio présentent des problèmes de durabilité. Sur les huit (08) forages mis en exploitation en 2019, cinq (05) réalisés dans cinq (05) localités<sup>25</sup> étaient déjà hors service lors de la mission de terrain du 27 février 2024. Cette situation soulève des préoccupations importantes quant à la pérennité des infrastructures hydrauliques, qui sont essentielles pour répondre aux besoins des communautés locales en matière d'accès à l'eau potable. L'un des défis observés est la difficulté de la remontés vers l'administration des informations sur l'état de fonctionnement des infrastructures après l'achèvement des projets. Un accent devrait être mis sur les mécanismes de suivi poste projets permettant une interaction fréquente entre les bénéficiaires finaux, le gouvernement et les bailleurs de fonds



*Photo 7: Forage de São Paulo installé dans le cadre du projet de la route Buba-Catio, non utilisé depuis 2019*

Ces constats mettent en lumière des préoccupations majeures concernant la pérennité des infrastructures mises en place par les projets et le défi de la durabilité des impacts.

## VII. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

### 7.1. Enseignements

#### Enseignement 1 : contribution effective aux résultats de développement

- ☞ **Au niveau des ODD**, les projets du portefeuille ont contribué à l'atteinte de neuf ODD spécifiques, à savoir : ODD 1 (Éradication de la pauvreté), ODD 2 (Faim zéro), ODD 5 (Égalité entre les sexes), ODD 6 (Eau propre et assainissement), ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), ODD 8 (Travail décent et croissance économique), ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques), ODD 15 (Vie terrestre), et ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) ;
- ☞ **Au niveau sectorielle**, projets ont contribué à l'amélioration des infrastructures routières, à la connectivité, à l'accès à l'électricité, et au développement agricole. Les résultats obtenus dans les secteurs du transport, de l'énergie, et de l'agriculture sont notables, mais les impacts réels en termes de production agricole n'ont pas pu être mesurer, notamment à travers la méthode de carré de rendement. Les projets ont également contribué à la création de 16 904 emplois, à la génération annuelle de 61,5 milliards FCFA de valeur ajoutée et à 15,3 milliards FCFA de recettes fiscales.

#### Enseignement 2 : retard systématique des projets

**Au niveau du retard des projets**, la durée prévisionnelle moyenne d'exécution des projets était de 3 ans, la durée moyenne réelle d'exécution atteint 9 ans, ce qui représente un retard moyen de 6 ans. Ce retard est induit par : (i) des retards dans la mise à disposition

<sup>25</sup> Localités des forages non fonctionnels : Sintchan Tchernon, Pegateso, Gambil beafada, São Paulo, Catio

de la contrepartie de l'État, qui ont engendré des difficultés dans l'indemnisation des populations affectées par les projets ; (ii) des suspensions des décaissements par la Banque en raison de retards dans le respect des échéances ; (iii) des retards dans la réalisation des audits financiers et techniques, ainsi que dans la production des rapports d'achèvement par les projets ; (iv) des retard dans la réalisation des rapports de fin d'exécution (RFE) par la BOAD.

L'absence d'un système d'alerte automatisé constitue une lacune dans la gestion des projets au sein de la Banque. Ce manque limite la capacité des chargés de supervision à anticiper et à gérer efficacement les échéances clés. En conséquence, cela entrave une coordination proactive, accentue les risques de retard dans la mise en œuvre des projets.

Le retard prolongé dans la mise en œuvre des projets engendre un délai considérable avant que les résultats de développement attendus n'aient un impact tangible sur les populations bénéficiaires.

### Enseignement 3 : menace sur durabilité des impacts

- ☞ **Insuffisance dans le suivi du processus de fin d'exécution des projets et de la durabilité des infrastructures après l'achèvement des projets** : la durabilité des infrastructures reste un défi, particulièrement dans le cas des forages et habitats pour l'élevage qui deviennent non fonctionnels peu de temps après leur mise en service. Cette situation découle d'un suivi post-projet insuffisant, laissant les infrastructures sans maintenance adéquate ni mécanismes de gestion à long terme. En l'absence de mesures de pérennisation, ces investissements risquent de ne pas atteindre leur potentiel de contribution au développement durable, compromettant ainsi les bénéfices attendus pour les communautés bénéficiaires.
- ☞ Une faible appropriation des infrastructures par les ministères de tutelle et les entités responsables, combinée à un manque de collaboration efficace dans la gestion des acquis des projets, ainsi qu'à l'absence de remontées d'informations de la part des bénéficiaires, tant au niveau national qu'au sein de la Banque, empêche l'identification des zones nécessitant des réparations.

### Enseignement 4 : Manque d'archivage adéquat et défaillance dans la coordination

- ☞ **L'absence d'un système d'archivage adéquat**, en particulier un système décentralisé et non digitalisé, a entravé l'accès aux informations essentielles à une évaluation exhaustive des projets. Par ailleurs, le défaut de coordination et l'absence de suivi continu des projets achevés ont généré des lacunes notables dans la gestion des résultats, compromettant ainsi l'efficacité globale des projets.

### Enseignement 5 : Absence de reporting adéquat

- ☞ L'absence de reporting se manifeste par l'absence de rapports d'audit technique et financier, ainsi que de rapports d'achèvement et de rapports de fin d'exécution (RFE). Ce manque de documentation et de suivi formalisé compromet la capacité à évaluer les projets de manière adéquate, en s'appuyant sur des données probantes, et réduit la

capacité de reporting de la Banque.

## 7.2. Recommandations

*Recommandation 1 : Réhabilitation des infrastructures non fonctionnelles et mise en place de mécanismes efficaces pour assurer leur pérennité*

☞ *Plusieurs infrastructures essentielles pour assurer la pérennité de l'accès des populations bénéficiaires des projets aux services de base (accès à l'alimentation, ODD 2 ; accès à l'eau potable, ODD 6 ; accès à l'électricité, ODD 7 ; infrastructures de transport, ODD 9) sont défectueuses. En vue d'assurer la durabilité de l'impact, la Mission Résidente de la BOAD en Guinée-Bissau et l'État bissau-guinéen devront recenser toutes les infrastructures défectueuses (issues des projets financés par la BOAD) et estimer leurs coûts de réhabilitation en vue de mettre en place un financement pour leur réhabilitation. Trois (03) modalités pourraient être combinées pour accéder aux ressources financières :*

- *un don de la Fondation BOAD ;*
- *un don de l'Assistance aux États combiné aux actions RSE de la BOAD ;*
- *un financement concessionnel pour un programme de renforcement de la pérennité des infrastructures financées.*

*Cette démarche permettra de maintenir la durabilité des impacts comme stipulé dans la vision de la BOAD.*

**Tableau 7 : Cadre de mise en œuvre de la Recommandation 3**

Cadre de mise en œuvre de la Recommandation 3	
Liens avec les conclusions	▪ Ancrée sur l'enseignement 3
Impact	▪ Élevé : forte résonance sur la qualité de la performance du portefeuille
Conséquence de non mise en œuvre	▪ Dégrader rapidement des infrastructures, entraînant une réduction de leur durée de vie et de leur utilité pour les bénéficiaires, une augmentation des coûts à long terme liée à des interventions plus coûteuses, et une diminution de l'impact des projets.
Responsable de mise en œuvre	▪ Mission Résidente de la BOAD en Guinée-Bissau et Autorités bissau-guinéennes
Urgence	▪ Élevée

*Recommandation 2 : Institutionnaliser, au niveau de la Mission Résidente de la Guinée-Bissau, une rencontre systématique tous les trimestres avec toutes les unités de gestion des projets (UGP) publics des Maîtres d'ouvrage des projets financés par la BOAD, en vue de renforcer la gestion proactive de la supervision et du suivi-évaluation des impacts du portefeuille.*

☞ *rendre obligatoire la tenue de réunions tous les quatre mois (avril, août, décembre) avec les unités de gestion des projets publics, les ministères de tutelle des projets et autres maîtres d'ouvrage, en vue de passer en revue l'état d'exécution des projets selon les standards internationaux, l'état d'avancement de la réalisation des indicateurs de résultats de développement et d'impacts des projets, la planification opérationnelle de l'élaboration des audits techniques et financiers, des rapports d'achèvement, de la collecte continue des indicateurs d'impacts, y compris après l'achèvement des projets, des rapports de fin*

*d'exécution et des évaluations rétrospectives.*

- ☞ *Accélérer la mise en place des alertes automatisées pour informer en temps réel les chargés de supervision des projets au sein de la Banque et les chefs de Mission Résidente des échéances clés des projets (date de conduite des audits techniques et financiers, date d'élaboration du rapport d'achèvement).*

**Tableau 8 : Cadre de mise en œuvre de la Recommandation 2**

Cadre de mise en œuvre de la Recommandation 2	
Liens avec les conclusions	▪ Ancrée sur l'enseignement 4
Impact	▪ Élevé : forte résonance sur la qualité de la performance du portefeuille
Conséquence de non mise en œuvre	▪ Compromettre la réputation de la BOAD et transparence en matière de redevabilité
Responsable de mise en œuvre	▪ BOAD/CMR
Urgence	▪ Élevée

**Recommandation 3 : Renforcer le suivi post-projet en vue d'assurer la durabilité des impacts**

- ☞ *Mettre en place un suivi post-projet rigoureux, incluant des plans de maintenance proactive et intégrée, des mécanismes de coordination réguliers, ainsi qu'un système de feedback, en collaboration avec les Maîtres d'ouvrages. Cette approche garantira une gestion durable des infrastructures, avec des actions de maintenance régulières et coordonnées, assurant ainsi leur bon fonctionnement et leur pérennité à long terme. Ces dispositions devraient être intégrées dès la phase de conception des projets, à travers l'inclusion d'une section dédiée dans le rapport d'évaluation ex-ante. Ces actions contribueront à assurer le bon fonctionnement des infrastructures et leur pérennité à long terme, maximisant ainsi leur impact sur les populations bénéficiaires. Par ailleurs, dans le cadre du Programme de Transformation Digitale en Afrique de l'Ouest ou de la formulation des projets, des activités pourraient être financées en vue de mettre en place un système d'archivage électronique des documents de mise en œuvre des projets financés par la BOAD en Guinée Bissau.*

**Tableau 9 : Cadre de mise en œuvre de la Recommandation 3**

Cadre de mise en œuvre de la Recommandation 5	
Liens avec les conclusions	▪ Ancrée sur l'enseignement 3
Impact	▪ Forte résonance sur l'impact et la durabilité des projets
Conséquence de non mise en œuvre	▪ Faible impact des opérations de la Banque
Responsable de mise en œuvre	▪ BOAD/UO en charge de la supervision de projet ; ▪ Maîtres d'ouvrages
Urgence	▪ Élevée
Difficulté	▪ Faible

## VIII. CONCLUSION

L'évaluation a permis de dresser un bilan des résultats de développement et des impacts des projets financés par la BOAD en Guinée-Bissau sur la période 2009-2023. Durant cette période, la Banque a approuvé 26 prêts en faveur du pays, représentant un montant global de 242,1 milliards de FCFA. L'intégralité de ces financements a été allouée au secteur public, répartie entre le public non marchand (93,8 %) et le public marchand (6,2%). De ce portefeuille, la collecte de données a pu être réalisée sur un échantillon de seize (16) projets, soit 61,5% du portefeuille. Le taux moyen de décaissement est équivalent au taux moyen d'exécution physique, s'établissant à 69 %. Cependant, le pourcentage moyen de temps consommé a atteint 287 % des délais initiaux.

La Banque a contribué à l'atteinte de neuf (9) Objectifs de Développement Durable (ODD) sur les 17, à savoir : ODD 1 (réduction de la pauvreté), ODD 2 (élimination de la faim), ODD 5 (égalité entre les sexes), ODD 6 (eau propre et assainissement), ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), ODD 8 (travail décent et croissance économique), ODD 9 (industrie, innovation et infrastructures), ODD 13 (lutte contre le changement climatique), ODD 15 (restauration des écosystèmes terrestres) et ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

Dans le secteur agricole, 4 558,5 hectares d'aménagements hydro-agricoles ont été réalisés, majoritairement consacrés à la riziculture. Par ailleurs, la BOAD a introduit l'irrigation par l'énergie solaire dans le pays. Concernant l'accès à l'électricité, 1 677 km de lignes de transport ont été réalisés, permettant d'interconnecter le réseau électrique national avec ceux des pays membres de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG).

En matière d'infrastructures routières, la Banque a soutenu la construction de 151 km de routes bitumées et 128 km de pistes rurales. Par ailleurs, 3 961 arbres ont été plantés pour le reboisement des bandes périphériques des aménagements hydro-agricoles.

Les projets ont permis la création de 176 525 emplois, dont 5 913 ont été attribués aux femmes, représentant 35 % des emplois totaux. En termes économiques, les projets ont contribué à la création annuelle de valeur ajoutée, estimée à 61,5 milliards de FCFA, ainsi qu'à une augmentation des recettes fiscales, atteignant 15,3 milliards de FCFA par an.

Cependant, cette efficacité en matière de développement a été affecté par trois (03) facteurs majeurs :

- retards dans l'exécution des projets : les projets, initialement prévus pour être réalisés en moyenne sur trois (03) ans, ont finalement nécessité neuf (09) ans en moyenne. Ces délais prolongés s'expliquent par les tensions socio-politiques, des retards dans la mise à disposition des contreparties de l'État, ainsi que des lenteurs dans la réalisation des audits financiers et techniques et dans la production des rapports d'achèvement des projets ;
- faible pérennité de certaines infrastructures financées : plusieurs infrastructures, telles que des bâtiments d'élevage, des forages, une gare routière, et des périmètres hydro-agricoles, présentent aujourd'hui un état de délabrement nécessitant des travaux de réhabilitation.
- reporting quasi-inexistant : cette lacune entrave une évaluation optimale du portefeuille des projets financés par la Banque en Guinée-Bissau. Il a été constaté que peu de projets transmettent leurs rapports d'activités trimestriels à la Banque. De plus, aucun des projets examinés n'a produit de rapport d'audit technique et financier à la fin de leur exécution

ni de rapport d'achèvement. Ces manquements nuisent non seulement à l'obligation de rendre compte, mais empêchent également l'apprentissage des succès et des échecs des projets. Par ailleurs, ils représentent un risque opérationnel et de réputation pour la Banque, en limitant sa capacité à rendre compte à ses propres partenaires financiers. Cette situation découle souvent d'un manque de rappels fréquents et systématiques aux Unités de Gestion des Projets (UGP) concernant leurs obligations contractuelles en matière de reporting à des dates clés.

En vue de trouver des solutions à ces difficultés, trois (03) recommandations majeures ont été formulées :

- réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et mettre en place des mécanismes efficaces pour assurer leur pérennité.
- institutionnaliser, au niveau de la Mission Résidente en Guinée-Bissau, une rencontre systématique tous les quadrimestres avec les Unités de Gestion des Projets (UGP) publics des maîtres d'ouvrage des projets financés par la BOAD, en vue de renforcer la gestion proactive de la supervision et du suivi-évaluation des impacts du portefeuille.
- renforcer le suivi post-projet afin d'assurer la durabilité des impacts.

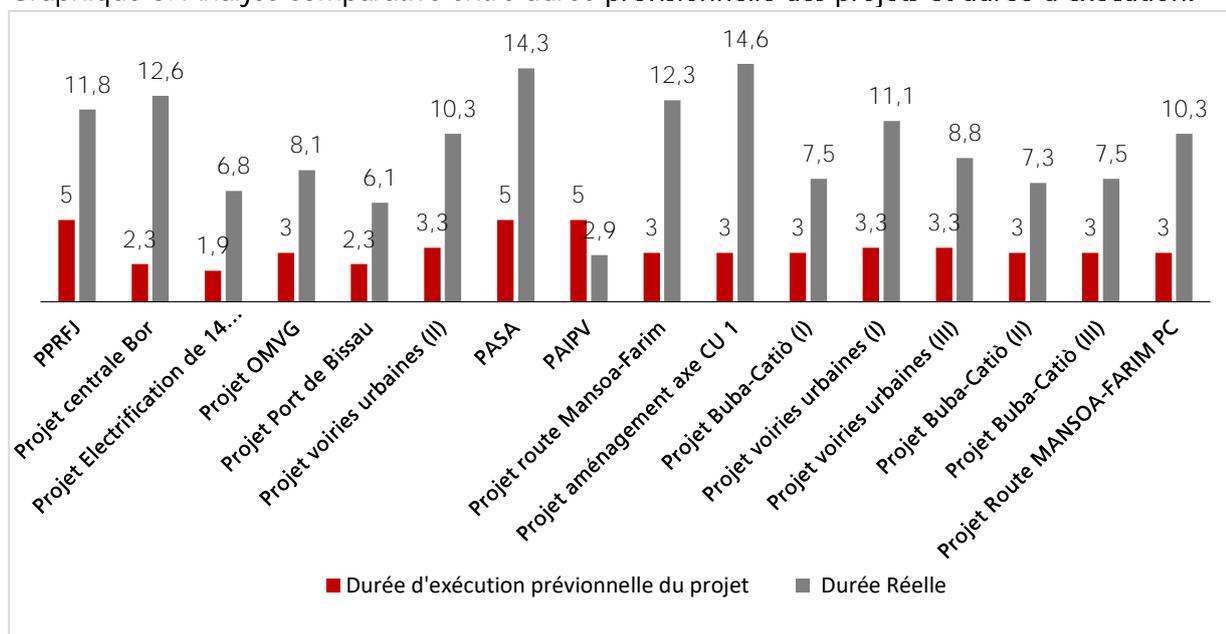
## ANNEXES

<a href="#">Annexe 1 : liste des projets</a> .....	27
<a href="#">Annexe 2 : Analyse comparative des durées initialement prévues pour les projets, telles qu'établies dans le document d'évaluation ex-ante, par rapport aux délais réels de mise en œuvre.</a> .....	28
<a href="#">Annexe 3 : Répartitions géospatiale de l'état de mise en œuvre des projets</a> .....	30

## Annexe 1 : liste des projets

N°	Nom du projet
1	Projet de Promotion de la Riziculture en Faveur des Jeunes
2	Projet de renforcement de la capacité de production d'énergie par la construction et l'approvisionnement en combustible d'une centrale thermique diesel de 15Mw à Bor
3	Electrification de 14 Localité à partir de poste de transformation du réseau d'interconnexion 225 KV de l'OMVG
4	Projet d'interconnexion électrique des Etats membres de l'OMVG-GB
5	Projet de réhabilitation des infrastructures et modernisation des équipements du Port de Bissau
6	Projet de réhabilitation de voiries urbaines à Bissau en Guinée Bissau (phase II)
7	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA)
8	Projet d'Appui à l'intensification de la production vivrière (PAIPV) : Phase 1
9	Projet de réhabilitation et d'élargissement de la route Mansoa-Farim
10	Aménagement des sections urbaines de l'axe CU 1
11	Aménagement et bitumage de la route Buba-Catiò
12	Projet de réhabilitation des voiries de Bissau (phase 1)
13	Réhabilitation de voiries urbaines de Bissau (Phase3)
14	Aménagement et de bitumage de la route Buba-Catio Phase 2
15	Aménagement et bitumage de la route Buba-Catiò – phase 3
16	Projet de réhabilitation et d'élargissement de la route MANSOA-FARIM

Graphique 6: Analyse comparative entre durée prévisionnelle des projets et durée d'exécution.



Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation

À l'exception du projet PAIPV, qui affiche un taux de décaissement particulièrement faible de 2 % après trois ans d'approbation, globalement, les projets du portefeuille ont largement dépassé les délais de mise en œuvre initialement prévus. En effet, le retard moyen enregistré s'élève à six (06) ans. Toutefois, il convient de souligner que huit (08) projets, représentant 50 % du portefeuille analysé, ont accumulé des retards supérieurs à cette moyenne, ce qui révèle des défaillances notables dans la gestion des calendriers d'exécution.

Il s'agit notamment du projet de la centrale de Bor, avec un retard de plus de 12 ans, dû principalement à une conception initiale du projet qui n'avait pas pris en compte tous les enjeux dès le départ, entraînant une sous-estimation des coûts associés. L'étude initiale n'avait pas identifié les problèmes liés au sol dans la zone sélectionnée. Une seconde étude a été nécessaire pour mettre en lumière cet aspect, entraînant à la fois des retards et des dépenses supplémentaires.

Pour d'autres projets tels que le PPRFJ, le PASA, et le projet des voiries urbaines, le dépassement excessif s'explique par les suspensions successives du pays par la BOAD et le retard dans la mise à disposition de la contrepartie de l'État. De plus, il y a eu un retard dans la mise en œuvre de la composante audit technique et financier.

Par ailleurs, le projet des 14 localités, environ 7 ans après l'approbation, et le projet du port de Bissau, environ 6 ans après l'approbation, n'ont pas encore connu leur premier décaissement. Ceci suggère une défaillance dans la conception et la planification. Pour la contrepartie, ce retard se justifie par les difficultés financières de l'État, qui débourse en moyenne 100 millions par an sur une contrepartie de 550 millions pour l'indemnisation des personnes affectées par le projet. De plus, il y a eu un retard dans l'actualisation des études d'Avant-Projet Détaillé (APD) ainsi que dans la gestion des plaintes relatives à l'indemnisation des personnes impactées par le projet. Concernant le projet du port de Bissau, il faut également souligner le retard des avis de non-objection (ANO) par la Banque.

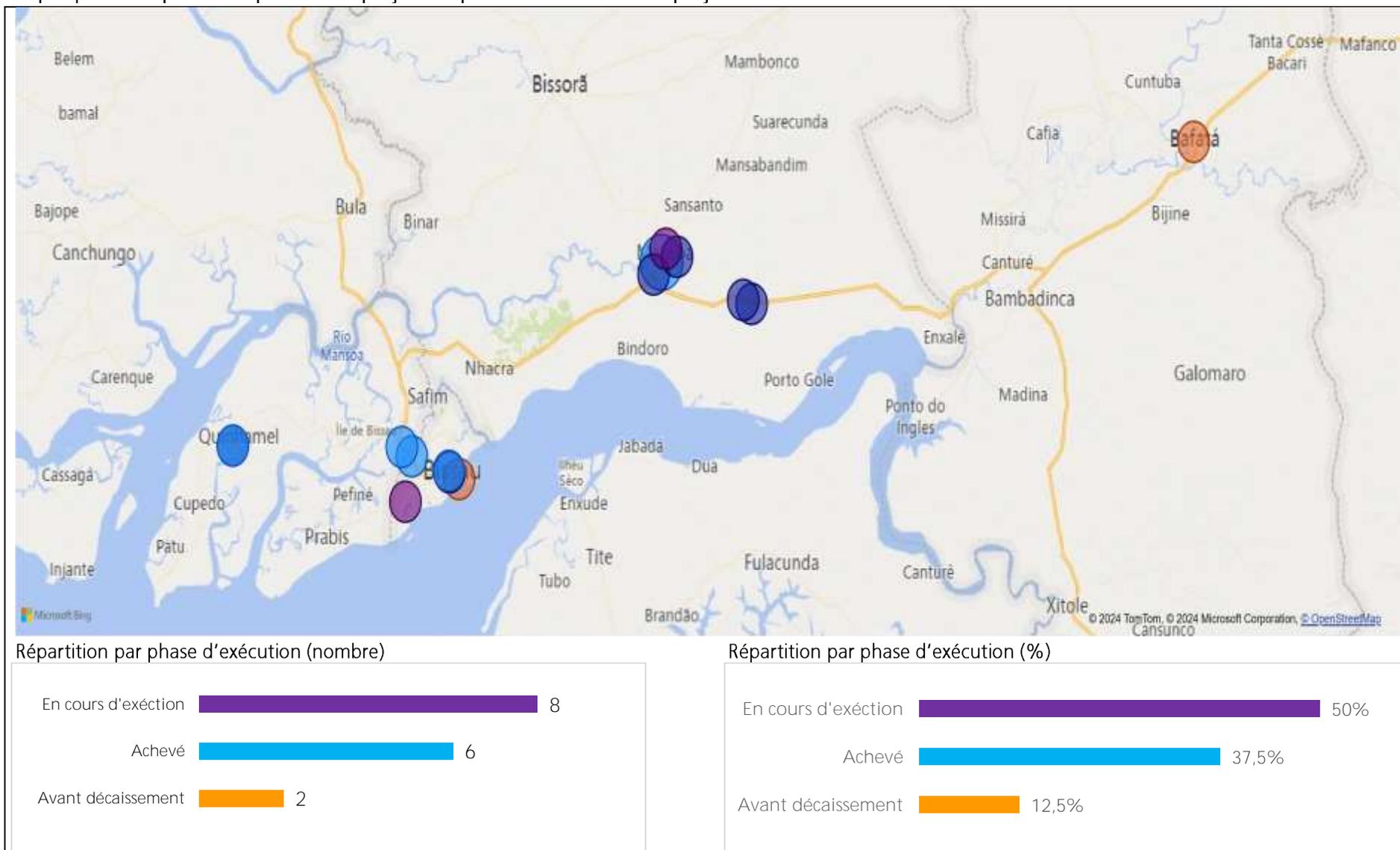
Ainsi, en raison des retards observés dans la mise en œuvre, certains projets peuvent faire face à des reports illimités des dates limites de mobilisation (DLM). Il convient de souligner qu'un (01) projet a enregistré six (06) reports de DLM, un (01) autre projet a subi trois (03) reports, tandis que trois (03) projets ont connu deux (02) reports de DLM chacun. Enfin, sept (07) projets ont été affectés par un (01) report de DLM.

Ces retards prolongés entraînent des surcoûts significatifs et compromettent l'atteinte des objectifs de développement fixés. En outre, ils retardent l'achèvement des projets, ce qui impacte directement la génération de revenus et l'effet socio-économique escompté.

Sur le plan opérationnel, la gestion de ces retards exige des ressources additionnelles pour le suivi et l'évaluation, entraînant une augmentation des coûts administratifs et, par conséquent, une diminution de l'efficacité opérationnelle. Ces facteurs combinés soulignent l'importance d'une gestion rigoureuse et proactive des délais de décaissement afin d'optimiser la performance des projets et de garantir le respect des objectifs de développement.

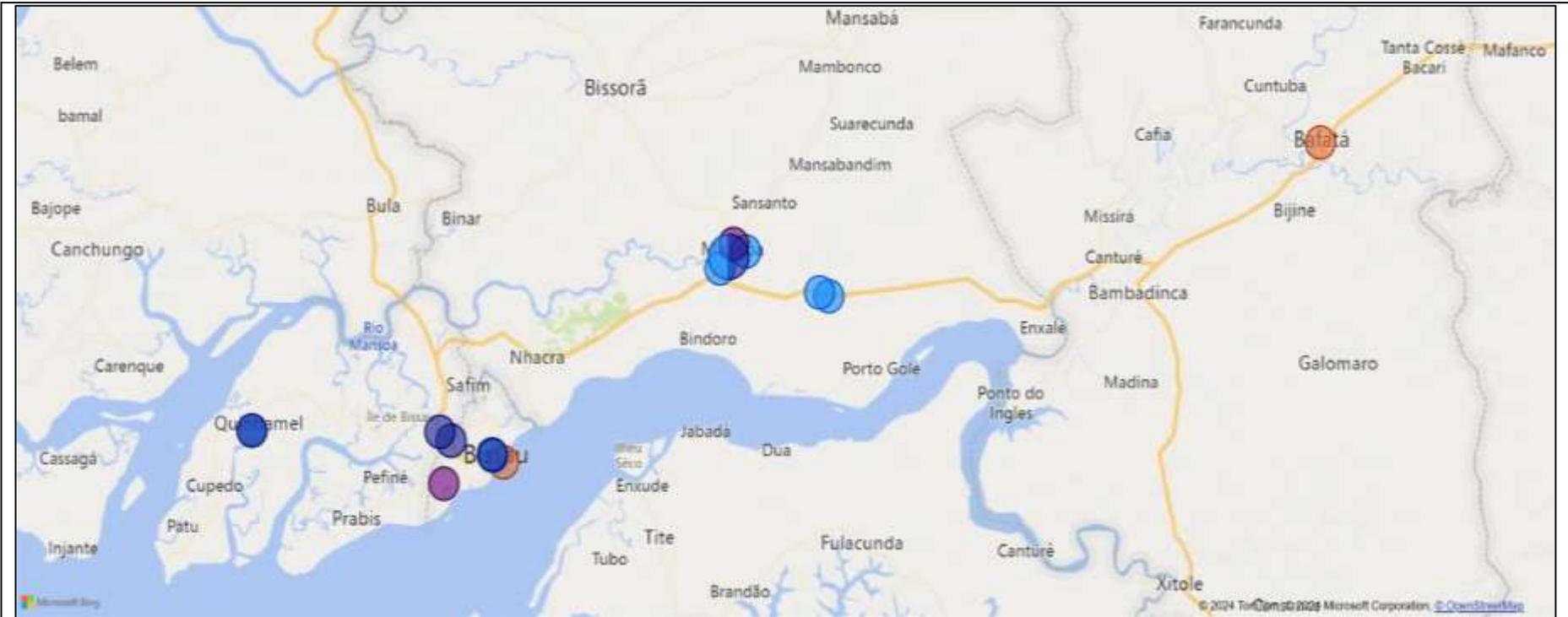
Annexe 3 : Répartitions géospatiale de l'état de mise en œuvre des projets

Graphique 7 : Répartition spatiale des projets en phase d'exécution des projets

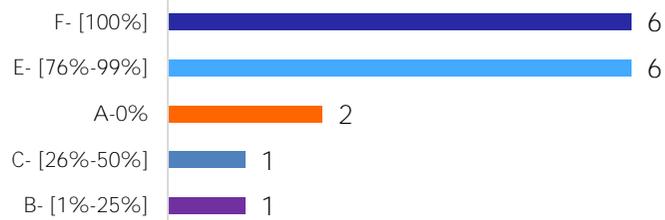


Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation

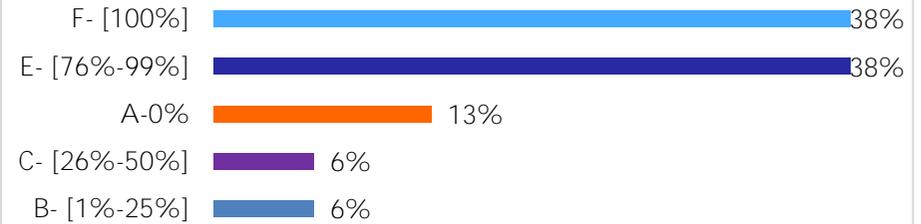
Graphique 8 : Répartition spatiale du taux d'exécution physique des projets



Répartition par taux d'exécution physique (nombre)

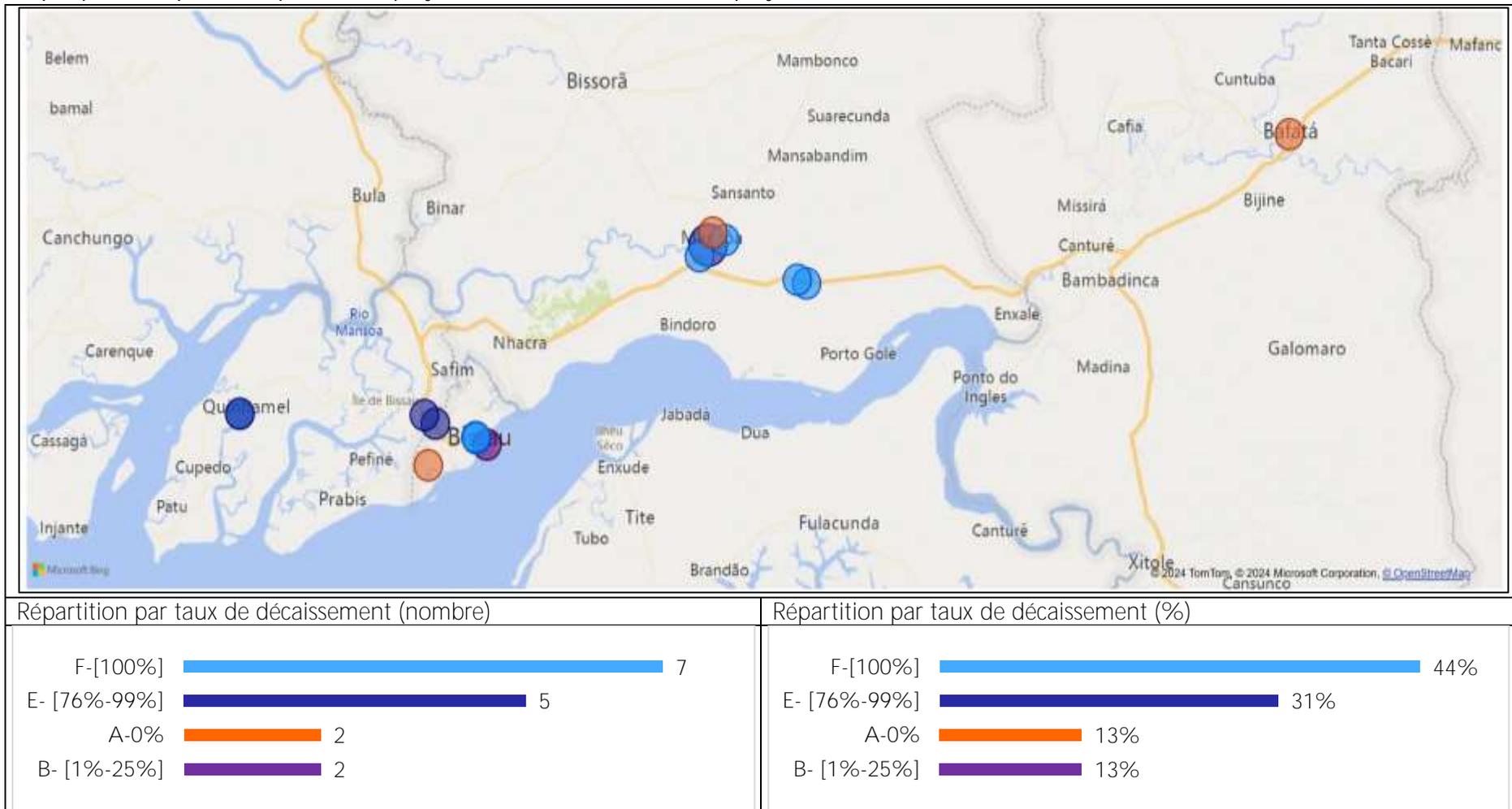


Répartition par taux d'exécution physique (%)



Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation

Graphique 9 : Répartition spatiale des projets taux de décaissement des projets



Source : Données collectées par l'équipe d'évaluation pendant la mission d'évaluation



